AMENDEMENT

**Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique**

Le projet de loi est modifié par l'ajout d'un article 0.1 :

L'article 3 de la Loi sur l'instruction publique est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

3. En outre, un élève visé à l'article 1 qui n'est pas résident du Québec y a également droit.

recevable

RT

AMENDEMENT

**Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique**

Le projet de loi est modifié par l'ajout d'un article 0.2 :

L'article 19 de cette ^{Loi sur l'instruction publique} loi est remplacé par le suivant :

Dans le cadre des programmes de formation et des dispositions de la présente loi, ainsi que dans le respect de son autonomie professionnelle individuelle, de son jugement et de son expertise, l'enseignante ou l'enseignant a le droit de diriger la conduite du ou des groupes d'élèves qui lui sont confiés, de choisir la démarche appropriée pour la préparation et la présentation de ses cours, son matériel didactique et ses instruments d'évaluation ainsi que de prendre les modalités d'interventions qu'il juge appropriées.

Precevaite

RT

AMENDEMENT

**Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique**

Le projet de loi est modifié par l'ajout d'un article 0.3 :

L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression de « de la personnalité » du point 1° et la suppression de « d'atteindre et » dans le point 6°.

Irrecevable
RNT

Amd
Art. 4

AMENDEMENT

Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

L'article 4 du projet de loi est modifié par le remplacement de « d'au moins 60 jours »
par « compris entre 60 et 90 jours ».

Retiré

Art.

Projet de loi n°105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

Am e
Art. 5
(Art. 77)

AMENDEMENT

L'article S du projet de loi n°105 est modifié par ~~l'ajout~~ ^{l'ajout} ~~à la fin du premier~~ ^{à la fin du premier}
~~alinéa~~ ^{DE L'ARTICLE 11 qui introduit} ~~des mots suivants~~ : « LES MOYENS POUR
ATTEINDRE LES OBJECTIFS VISÉS DANS LE PROJET
ÉDUCATIF SONT DÉCIDÉS PAR L'ENSEMBLE DES
MEMBRES DU PERSONNEL ».

Retiré
(u)

Am f
Art. 10.1

Projet de loi n°105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

AMENDEMENT

^{10,1}
~~61~~ L'article ~~61~~ est ajouté au projet de loi 105 :

^{10,1}
~~61~~ : L'article 96.8 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant : « Le directeur d'école doit être titulaire d'une autorisation d'enseigner émise par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. »

Retiné
ny

Am 9
Art 33
(Art. 209.1)

AMENDEMENTS

**Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique**

AMENDEMENT PROPOSÉ AU PL105 PAR LA CAQ :

L'article 33 du projet de loi est modifié par l'ajout d'une phrase à la fin du troisième alinéa de l'article 209.1 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé: « Si le conseil des commissaires ne donne pas suite à une recommandation, il doit motiver sa décision lors de la séance où elle est rejetée. »

Rejeté
(4)

AMENDEMENT

L'article 45 du projet de loi n°105 est modifié par L'AJOUT DU MOT «
« EXCEPTIONNELLEMENT » AU DÉBUT DU ~~2^{ème}~~^{1^{er}}
ALINÉA DE L'ARTICLE 459.3 QU'IL INTRODUIT
S.T.

Rejeté
S.T.

AMENDEMENT

L'article 45 du projet de loi n°105 est modifié par L'INSERTION, AU 2^{em} ALINÉA
DE L'ARTICLE 459.3 QU'IL INTRODUIT, DES MOTS « ET
EXCEPTIONNELLEMENT » ENTRE LES MOTS « OUTRE »
ET « À ».

Rejeté
[Signature]

AMENDEMENT PROPOSÉ AU PL105 PAR LA CAQ

Am. 3
Art. 31
(Art. 193.3)

L'article 31 du projet de loi est modifié par le remplacement, dans le quatrième alinéa de l'article 193.3, de « des recommandations » par « des décisions sont prises » et par la suppression de « le cas échéant, doivent être soumises par le comité au conseil des commissaires. Si le conseil des commissaires ne donne pas suite à une recommandation, il doit motiver sa décision lors de la séance où elle est rejetée »

Rejeté

RT

Projet de loi n°105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

Am k
Art. 41
(Art. 275.1)

AMENDEMENT

L'article 275.1, introduit par l'article 41 du projet de loi n°105, est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant « La commission scolaire doit, de plus, tenir compte des recommandations du comité paritaire au niveau de la commission scolaire pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. »

Rejeté
RÉST.

Sam a
Am. L
Art. 32
(Art. 207.1)

SOUS-AMENDEMENT PROPOSÉ AU PL105 PAR LA CAQ :

L'amendement de l'article 32 du projet de loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa de l'article 207.1 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé par « Le principe de subsidiarité devra être appliqué en considérant les établissements scolaires comme étant les lieux les plus près des élèves et devant être soutenus dans l'exercice de leurs responsabilités. »

Retiré

A.L.T.

Sam b

Am L
Art. 32

Art. 207

CAR

Sous-Amendement proposé au PL105

Article 32

L'amendement

L'article 32 du projet de loi est modifié par le remplacement, au troisième alinéa de l'article 207.1 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé, de "en recherchant une répartition adéquate des lieux de décision et en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des personnes et des communautés concernées" par « en tenant compte du fait que les établissements d'enseignement doivent être considérés comme étant les lieux les plus près des élèves et qu'ils doivent être soutenus dans l'exercice de leurs responsabilités ».

Rejeté
PLT

Am. L
Art. 32
(Art. 207.1)

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 105
LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ARTICLE 32

Modifier l'article 32 du projet de loi par le remplacement de l'article 207.1 de la Loi sur l'instruction publique proposé par le suivant :

« **207.1.** La commission scolaire a pour mission d'organiser les services éducatifs au bénéfice des personnes relevant de sa compétence et de s'assurer de leur qualité, de veiller à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire. Elle a également pour mission de contribuer, dans la mesure prévue par la loi, au développement social, culturel et économique de sa région.

Elle exerce cette mission en respectant le principe de subsidiarité, dans une perspective de soutien envers les établissements d'enseignement dans l'exercice de leurs responsabilités et en veillant à la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières dont elle dispose.

Aux fins du deuxième alinéa, on entend par « principe de subsidiarité » le principe selon lequel les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité en recherchant une répartition adéquate des lieux de décision et en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des personnes et des communautés concernées. ».

Retiré

PCT.

SOUS-AMENDEMENT PROPOSÉ AU PL105 PAR LA CAQ :

Article 32

L'amendement à l'article 32 du projet de loi est modifié par la suppression, au troisième alinéa de l'article 207.1 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé, de « des autres personnes ou des communautés concernées.»

Sam a
Am 19
Art. 32
(Art. 207.1)

Rejeté
Rnt

Am m
Art. 47
(A. 1. 459.5)

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 105
LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ARTICLE 47

Modifier l'article 47 du projet de loi par le remplacement de l'article 459.5 de la Loi sur l'instruction publique proposé par le suivant :

« **459.5.** Le ministre élabore à l'intention des commissions scolaires un guide relatif aux pratiques de gestion décentralisée qui tient compte notamment du nombre d'élèves et de la taille du territoire des commissions scolaires. Il en assure la diffusion auprès de celles-ci. ».

Retire
RT

Am n
Art. 48

PL 105

AMENDEMENT

ARTICLE 48

L'article 48 du projet de loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa de l'article 473.1 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé, de « En outre, elles peuvent, aux conditions ou selon les critères qui y sont prévus ou qui sont déterminés par le ministre, prescrire que certaines mesures budgétaires sont destinées à un transfert vers le budget des établissements d'enseignement » par « Les règles budgétaires doivent être diffusées aux commissions scolaires avant le 1^{er} juin et sont valides pour une durée de trois ans. Les mesures contenues dans les règles budgétaires qui concernent la pédagogie doivent être allouées directement aux établissements d'enseignement selon les modalités établies par le comité de répartition des ressources. Outre les règles énumérées au précédent alinéa, les règles budgétaires peuvent, aux conditions ou selon les critères qui y sont prévus ou qui sont déterminés par le ministre, prescrire que les mesures budgétaires soient destinées à un transfert vers le budget des établissements d'enseignement ».

Retirer
JG

AMENDEMENT PROPOSÉ AU PL105 PAR LA CAQ :

L'article 8 du projet de loi est modifié par l'ajout, à la fin du premier alinéa de l'article 96.14 de la Loi sur l'instruction publique tel que proposé, de la phrase suivante : « Il doit également aviser de l'existence du mécanisme d'appel que constitue le Protecteur de l'élève ».

Amo
Art. 8
(Art. 96.14)

Retiré
RT